

L'URGENCE D'UNE ALTERNATIVE À GAUCHE

Une réforme des retraites allongeant encore la durée de cotisation, un budget 2014 avec cadeaux aux entreprises et coupes sans précédent dans les dépenses publiques, sur fond de politique ultra répressive du ministre de l'Intérieur contre les jeunes étrangers (voir p.8) et contre les militantEs, notamment du DAL lors d'un rassemblement le 19 octobre. Ces choix sont emblématiques d'une politique gouvernementale sans « changement », sans rupture avec les politiques passées. Un « social-libéralisme » ou même le « social » disparaît derrière le « libéralisme » économique... L'acceptation du traité budgétaire européen fait son œuvre. Le « pacte de croissance européen » de Hollande est rangé au magasin des accessoires inutilisés, aux côtés de son fameux « *Mon adversaire, c'est le monde de la finance* », lancé lors de sa campagne électorale. En un an, le patronat a été bien servi, avec le Crédit d'impôt compétitivité emploi (Cice) et l'Accord national interprofessionnel (ANI), et maintenant un budget indo-

lore pour le Medef et faisant porter le poids de l'austérité sur les ménages, les collectivités et les services publics.

Dans le domaine de l'écologie, le poids des lobbies nucléaires et pétroliers se fait sentir au sein même du gouvernement, et deux ministres de l'Environnement ont démissionné en moins d'un an ! La conférence environnementale est mal

partie pour amorcer un changement réel. Pour le Front de gauche, la nécessité de rassembler pour une alternative à gauche se voit renforcée. Son unité et ses actions sont indispensables pour que les déceptions et l'exaspération populaires trouvent une issue émancipatrice sur le terrain politique. Sans cela, l'extrême droite en France, comme ailleurs en Europe, cherchera à détourner la colère vers les bouc émissaires habituels. Un dernier avertissement est venu de la cantonale de Brignoles. Il est urgent de développer les mobilisations sociales, sur les retraites, contre l'austérité, contre les expulsions, mais de prendre aussi toutes les initiatives politiques possibles pour défendre, dans le débat d'idées, dans la rue, au Parlement et dans les élections à venir, un budget alternatif, la retraite à 60 ans, une hausse des salaires et minima sociaux, une politique pour l'emploi et pas pour les actionnaires, de nouveaux acquis pour l'égalité des droits...

Le Front de gauche est donc fondé à poursuivre la démarche engagée le 5 mai et lors les Assises du 16 juin rassemblant toutes les forces de gauche disponibles. Des secteurs critiques au sein du Parti



socialiste se manifestent plus nombreux, et les prises de distances de personnalités du mouvement écologiste vis-à-vis de la politique gouvernementale se multiplient, notamment l'appel d'Eva Joly à « *engager la discussion avec le Front de gauche et la gauche hétérodoxe du Parti socialiste* » pour construire une autre majorité à gauche alternative à la politique du gouvernement Ayrault. Les élections en 2014 devraient être l'occasion d'avancer dans cette voie pour faire bouger les rapports de force à gauche. Aux municipales, en rassemblant les forces prêtes à faire des municipalités des points d'appui de résistance et de protection face à l'austérité, indépendantes de la politique du gouvernement. Aux Européennes, pour que s'affirme une gauche alternative, en France comme en Europe, porteuse d'une Europe sociale, démocratique et écologique, contre le carcan des politiques austéritaires.

Pour tout cela, nous avons besoin d'un Front de gauche rassemblé, et qui, malgré des approches différentes et des débats parfois vifs, est indispensable à la construction d'une alternative à la crise économique, sociale et écologique.

SOMMAIRE

n°7 | 1^{er} novembre 2013

- p.2 Retraites, préparer les prochaines confrontations
- p.3 Budget 2014, l'injustice fiscale n'est pas une politique de gauche
- p.5 Le tilleul des FraLIB nous fait du bien
- A Marseille, vers une liste du Front de gauche ouverte
- p.6 Interview de Noël Mamère
- p.7 Il y a 30 ans, la marche contre le racisme et pour l'égalité
- p.8 Sans-papiers, Roms... Valls dégage
- p.9 Allemagne, la « discipline budgétaire » ne changera pas...
- p.10 Au Front de gauche, l'unité est notre oxygène
- p.11 Front de gauche, se rassembler et trouver un nouvel élan
- p.12-23-24 novembre, une nouvelle étape

RETRAITES Préparer LES prochaines confrontations

Après avoir annoncé une réforme qui remettait en cause les régimes du public, la hausse de la CSG et un passage rapide aux 44 années de cotisation, le gouvernement a fait réforme plus light, mais qui remet néanmoins en cause le droit à la retraite, notamment pour les plus jeunes.

En l'absence d'unité syndicale, la mobilisation du 10 septembre a été faible, alors même que la population est opposée à cette nouvelle attaque.

Il n'en reste pas moins que le droit à une retraite en bonne santé et avec un niveau de pension décent demeure une revendication que nous devons défendre et gagner.

Dès décembre 2012, deux ans après un mouvement social majeur mais défait, François Hollande défend l'inéluctabilité de l'allongement de la durée de cotisation. Au mois de mai, le gouvernement axe sa communication sur un passage rapide à 44 ans de cotisation et même pendant un temps sur «l'équité» entre public et privé. Puis à la fin du mois d'août, il crée le buzz sur la hausse inéluctable de la CSG.

Finalement, Ayrault annonce une hausse de la durée à 43 ans, étalée de 2020 à 2035, une augmentation des cotisations des salariés et des patrons (intégralement compensée pour ces derniers par une fiscalisation des allocations familiales), et la prise en compte de la pénibilité, des carrières incomplètes des femmes et des périodes de formation.

Pas question de revenir sur la réforme Fillon, aux 60 ans, et aux 40 ans de cotisation.

Baisse des pensions

Les conséquences des réformes passées sont pourtant déjà désastreuses. Avec les décotes, allonger de nouveau la durée de cotisation c'est programmer la baisse des pensions en particulier pour les femmes (aux carrières incomplètes) et les jeunes (qui commencent à travailler tard). Les



Jean Paul Roman

maigres bonifications financières ou les rachats onéreux d'années d'études promises n'y changeront rien. Sur la question de la pénibilité, Ayrault remet en cause des bonifications pour des métiers comme les égoutiers au profit d'un système individualisé dont les modalités précises sont renvoyées à plus tard.

Fin août, après les annonces gouvernementales, ce sont les médias, la droite et le Medef qui orchestrent la campagne de rentrée : en fait il n'y aurait pas de réforme des retraites. Pas de réforme, pas besoin de se mobiliser donc.

Division syndicale

Une partie des organisations syndicales, CFDT en tête, défendent publiquement la contre-réforme «équilibrée» et clament avoir gagné des avancées majeures.

La CGT, la FSU, Solidaires et FO maintiennent une journée nationale de mobilisation décidée en juillet pour le 10 septembre.

Cette journée sonne comme un échec. En 2010, une journée de grève plus tôt à la rentrée avait été un succès, il est vrai dans un cadre d'unité syndicale, d'une mobilisation lancée dès le mois de juin (journée de grève interpro) et d'une campagne unitaire lancée dès le printemps.

La différence entre les enquêtes d'opinion très favorables à cette journée et le nombre de grévistes et de manifestantEs atteste de difficultés réelles pour les équipes syndicales et les salariés à se mobiliser. Même là où l'engagement d'unions départementales ou de syndicats a été fort pendant l'été et à la rentrée, la mobilisation n'est pas au rendez-vous. Après la défaite de 2010, de nombreuses équipes ont conscience du niveau de mobilisation très élevé indispensable pour gagner. Une mobilisation qui doit s'inscrire dans un cadre de division syndicale, et après des mesures gouvernementales moins brutales que prévues et n'attaquant pas frontalement les secteurs les plus organisés et mobilisables (salariés du public, salariés proches de la retraite).

La suite est plus difficile encore. FO décide seul d'un rassemblement national. Après avoir validé le principe d'une nouvelle journée nationale pendant la semaine du débat parlementaire, la direction confédérale de la CGT attend plusieurs semaines pour en fixer la date. Son secrétaire général parle, en particulier après le 10, des «améliorations» à gagner dans le cadre de ce débat...

Un appel de personnalités publié en juillet initie une campagne unitaire rassemblant associations, syndicats, et

BUDGET 2014

L'injustice fiscale

N'EST PAS

UNE POLITIQUE

DE gauche



Par **François Asensi**, député de Seine-Saint-Denis

Le budget présenté par le gouvernement pour 2014 est une nouvelle application de la politique d'austérité.

Austérité qui pèse sur les plus modestes alors que les patrons sont préservés.

Austérité qui pèse aussi sur les collectivités locales avec les conséquences sur les politiques qu'elles pourront mettre en œuvre.

Le budget de la Sécurité sociale est également touché à l'heure où les hôpitaux sont menacés et où les dépenses de santé ne cessent d'augmenter.

partis : Attac, la FSU, Solidaires, la fédération CGT Finances et localement des UD, les forces du Front de gauche, le NPA, EELV, et localement des secteurs de la gauche du PS, le Collectif d'organisations féministes, le Collectif des organisations de jeunesse : « La retraite une affaire de jeunes ».

Au mois de septembre, des collectifs locaux unitaires se créent dans des dizaines de villes, des nombreuses réunions publiques et quelques grands meetings sont organisés. Dans ce contexte difficile, le cadre unitaire « pour nos retraites, on lutte ! » a un rôle plus limité qu'en 2010 pour mener une grande campagne d'éducation populaire et de déconstruction des arguments gouvernementaux et patronaux.

Cependant après la manif nationale unitaire de septembre 2012 contre le TSCG, cette campagne est, depuis l'élection de Hollande, le premier cadre unitaire prolongé, rassemblant la gauche sociale et politique opposée à la politique libérale du gouvernement.

Ne pas perdre sa vie à la gagner !

Journée de 8 heures, congés payés, les 60 ans... la réduction du temps de travail est aux racines du mouvement ouvrier et de la gauche.

Au-delà des revendications immédiates (pour la retraite à 60 ans à taux plein, sans décote, aucune pension inférieure au Smic...), le droit à la retraite, ce sont aussi des enjeux de civilisation.

La retraite en bonne santé c'est la continuation du salaire permettant des activités nouvelles et libres. Elle passe par une autre répartition des richesses, créées uniquement par le travail salarié et qui doivent retourner au financement de la protection sociale, par l'égalité salariale femmes hommes, par des conditions de travail émancipées de la logique de concurrence et de contraintes physiques et psychologiques et enfin par la réduction du temps de travail, sur la semaine et sur la vie.

Des pas vers une société écosocialiste où prédomine, comme le dit Michael Löwy, « la réalisation personnelle dans des activités culturelles ludiques, érotiques, sportives, plutôt que sur l'accumulation de biens et de produits ».

Pour l'émancipation, pour nos retraites, on lutte !

GUILLAUME FLORIS
(GAUCHE ANTICAPITALISTE)

Un an et demi après l'élection de François Hollande, les promesses de changement du candidat socialiste n'en finissent pas d'être bafouées. Certes, Nicolas Sarkozy, le « président des riches », a été mis hors-jeu et nous ne pouvons que nous en féliciter. Endettement record, hausse du chômage, remise en cause des acquis sociaux, débat nauséabond sur l'identité nationale : la droite sarkozyste a laissé notre pays dans une situation économique et sociale catastrophique.

Aujourd'hui, malgré l'urgence sociale, le gouvernement socialiste applique pourtant les mêmes recettes que celles utilisées lors du mandat précédent. L'objectif ultime des politiques publiques est la réduction de la dette publique pour satisfaire les exigences de la Commission européenne et remplir les critères du Traité pour la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG), imposé par le gouvernement socialiste et écologiste, faut-il le rappeler, sans référendum et sans en changer une virgule. Le projet de budget présenté par le gouvernement pour l'année 2014 poursuit dans la voie austéritaire avec 15 milliards d'euros d'économies portant pour l'essentiel sur les dépenses publiques. L'étude des budgets donne le tournis : -7 % pour l'écologie, -2,5 % pour la culture, -5,8 % pour l'aide publique au développement. À cela s'ajoute la baisse de 1,5 milliard d'euros de dotations aux collectivités locales. Les répercussions concrètes sont terribles avec des services publics réduits de manière drastique et plus de 3 200 suppressions de postes de fonctionnaires.

De nombreux dispositifs utiles aux foyers modestes seront sévèrement rabotés. Je pense notamment à la baisse de l'aide juridictionnelle, à la suppression d'une aide de 500 millions pour les apprentis ou encore à la désindexation des aides au logement sur l'inflation. Peu à peu, toutes les soupapes

de solidarité s'effacent au nom de l'équilibre des finances publiques et de la compétitivité.

Matraquage fiscal pour les plus modestes

Côté recette, c'est pire ! Le budget 2014 du gouvernement Ayrault constitue un véritable matraquage fiscal pour les classes moyennes et populaires. Près de 2 millions de personnes supplémentaires sont devenues impposables cette année. Parmi elles, des personnes âgées, des jeunes couples ou des salariés précaires qui, d'un coup, se retrouvent privés de nombreuses prestations sociales. Comment s'étonner de la colère et de la désespoirance de ces personnes modestes, qui se voient tout à coup considérées comme des nanties alors qu'elles vivent au quotidien la baisse de leur pouvoir d'achat ? Le gouvernement se livre à un véritable inventaire à la Prévert en matière de fiscalité avec hausse de la TVA, baisse du quotient familial, taxe sur les mutuelles, réduction des frais de scolarité. Ce sont 10 milliards d'euros qui seront pris dans les poches des ménages, pénalisant durement le pouvoir d'achat des Français.

Dans le même temps, les grandes entreprises ne connaîtront pour l'année 2014 aucune hausse d'impôt, alors qu'elles réalisent des niveaux de profits toujours plus importants. On voit que le gouvernement socialiste tente par tous les moyens de rassurer les patrons du Medef en orientant toute sa politique économique et fiscale sur les sacro-saintes baisses du coût du travail et hausse de la compétitivité. Comme à l'époque de Sarkozy, les entreprises reçoivent de conséquentes aides publiques : 20 milliards d'euros accordés aux entreprises sans contrepartie dans le cadre du Crédit d'impôt compétitivité emploi (Cice), 30 milliards d'exonération de cotisations sociales, abaissement de la fiscalité du capital. Ces cadeaux aux grandes entreprises sont directement financés par les ménages, notamment par la hausse de la TVA.

Le budget de la Sécurité sociale est dans la continuité des politiques mises en place par la droite avec une baisse de 3 milliards d'euros. Les dépenses de santé seront à nouveaux rognées. La Tarification à l'activité (T2A), qui



Photothèque Rouge/Milo

a imposé à nos hôpitaux publics un fonctionnement comparable à celui d'une entreprise, n'a pas été remise en cause. Résultat : les établissements de santé sont dans une situation financière critique lorsqu'ils ne sont pas contraints à la fermeture. La maternité des Lilas ou les urgences de l'Hôtel-Dieu se battent toujours actuellement pour ne pas mettre la clef sous la porte. C'est dramatique.

Inacceptable

L'ensemble des députés du Front de gauche partagent le même constat : ce budget n'est pas acceptable en l'état. Le choix de l'injustice sociale opéré par le gouvernement écoûte de la

politique, désespère le peuple de gauche, l'entraîne vers l'abstention, pour ne pas dire pire.

En cette période de crise, notre pays a plus que jamais besoin de justice et de solidarité.

Le Front de gauche doit se réinventer, de toute urgence, pour proposer une alternative offensive aux politiques d'austérité qui mènent l'Europe entière dans l'impasse. De cette crise de sens généralisée, tirons le meilleur parti pour forger le nouveau projet à vocation majoritaire d'une gauche de transformation sociale et écologique.

FRANÇOIS ASENSI - FASE

Le tilleul des Fralib nous fait du bien On en redemande une deuxième tasse !

A la fête de l'Huma, on a tisané au tilleul ! Les Fralib infusent les bonnes idées de la combativité : reprise en main par les salariés de l'outil de travail, contrôle de la production... Dans cette période complexe pour le mouvement ouvrier, leur tilleul nous fait du bien. On en redemande une deuxième tasse !

Oui, il faut continuer à boycotter les produits Unilever et acheter du tilleul Fralib dès qu'on a petit coup de mou. Ça redonne la pêche !

Ça redonne la pêche, parce qu'après trois ans de lutte face au monstre Unilever, les Fralib tiennent toujours, et en plus ils gagnent.

Oui, ils gagnent judiciairement tous les procès contre Unilever et son «plan social». Unilever est dans l'illégalité comme en témoigne le dernier arrêt de la Cour de Cassation rejetant son pourvoi. Les licenciements sont déclarés illégaux, les salariés sont dans leur bon droit.

Ils gagnent la bataille de la solidarité et du soutien, la population est à leurs côtés ; ce qui incite les collectivités territoriales à prendre leur responsabilité : ainsi, les machines et le terrain sont la propriété collective de la communauté urbaine. Conseil régional et conseil général continuent à apporter leur soutien. Il doit s'amplifier, il peut s'amplifier si le gouvernement prend ses responsabilités.

Les Fralib gagnent aussi la bataille de l'opinion : on produit aujourd'hui autrement, sans pesticide, sans colorant, en respectant les conditions de travail de celles et ceux qui fournissent les produits, en prévoyant des salaires dignes pour tous. Sans les profits donnés aux actionnaires d'Unilever, tout devient possible !

Tout est réuni faire plier Unilever, il ne manque que la volonté politique du gouvernement pour dire : «ça suffit ! nous réquisitionnons l'entreprise, la marque et nous les donnons à la Scop».

Une telle décision aurait le soutien de tous ceux qui ont voté à gauche, ce serait un signal pour nombre d'entreprises en lutte. Unilever a fait 5 milliards de bénéfices en 2012, soit une progression de 10%. L'entreprise n'est pas fragile, le problème n'est donc pas économique, mais politique : il s'agit d'affronter les multinationales, le patronat.

Le gouvernement détient donc la clef pour imposer à Unilever de s'asseoir autour d'une table de négociation, pour trouver une issue positive pour les salariés de Fralib, pour que la Scop vive.

Gagner aujourd'hui à Fralib, c'est possible, c'est urgent !

JACQUES LERICHEMME, GAUCHE UNITAIRE, VICE-PRÉSIDENT DU GROUPE FRONT DE GAUCHE AU CONSEIL RÉGIONAL PACA

À Marseille, vers une liste Front de gauche ouverte une réussite qui vient de loin

Dans la crise grave que traverse le Front de gauche, ce qui se passe à Marseille peut constituer un point d'appui. Certes les conditions locales sont... particulières, ce que tout le monde sait. Mais les conséquences à en tirer ne vont pas de soi. Alors que le FN est donné devant le PS, ne faudrait-il pas une nouvelle union de la gauche malgré le personnel qui est à la tête du PS ? Ne faudrait-il pas garantir la réélection des mairies communistes du pourtour de la ville (nombreuses encore) en laissant le champ libre au PS marseillais ?

Le choix qui se profile est pourtant tout différent : vers une liste indépendante de toutes les fractions du PS, et en même temps largement ouverte à celles et ceux qui rejettent la politique d'austérité et ses conséquences locales, qui en ont assez des réponses ultra sécuritaires, qui veulent un basculement écologique, et évidemment, la fin du clientélisme mortifère de droite ou de gauche.

Donc oui, des conditions spéciales. Et en mêmes temps des contraintes semblables à ce qu'on peut trouver ailleurs (et en particulier dans la capitale). Le choix marseillais est donc quelque part sinon un modèle du moins une indication que quand on veut, on peut !

Les Assises pour Marseille qui se sont tenues le 27 septembre ont été un succès : nombre, diversité, contenu, écho de presse... Désormais, le FdG apparaît comme la référence pour tout rassemblement large indépendant du PS.

La crise est partout : morale, politique, sociale, écologique. Dans quel contexte abordons-nous l'échéance des municipales ? Dix-huit ans de Gaudin, un PS en crise, des Verts en crise, un NPA fortement affaibli... Une pauvreté, un taux de

chômage qui explosent, des quartiers à l'abandon, générant une violence allant jusqu'à l'assassinat... Un puissant mouvement syndical qui ne trouve pas de débouché politique, la volonté de nombreux progressistes qui veulent sortir de la compromission et du clientélisme...

Dans ce contexte, l'ensemble des associations, syndicalistes, regroupements, regardent notre démarche positivement et souhaite discuter avec nous.

Nous ne savons pas à ce jour si la démarche ira jusqu'au bout, si une liste large pourra voir le jour, mais les fondations sont là : indépendance, ouverture, transparence.

Ce succès vient de loin, d'une longue habitude de pratiques unitaires, avec des succès (mobilisations sociales fortes, collectifs militants unitaires qui ont permis de construire une confiance réciproque et des pratiques communes) mais aussi des échecs retentissants (candidature unitaire de 2007) qui ont laissé des traces, et que nous ne voulons plus revivre.

Le regroupement en cours entre nos différentes composantes représente aujourd'hui une réelle force, qui fonctionne régulièrement dans une excellente atmosphère et qui développe une orientation commune servant souvent de fil à plomb à toutes les composantes du Front de gauche : sur l'esprit d'ouverture, l'indépendance par rapport au PS, la défense constante d'une pratique politique alliant exigences politiques, loyauté et transparence, tout ceci étant à nos yeux indispensable dans la situation de crise morale que traverse la cité phocéenne.

COLLECTIF TOUS ENSEMBLE MARSEILLE (GU, GA, FASE C&A, ALTERNATIFS)

«Engager à l'échelle européenne UNE campagne CONTRE LE Traité transatlantique»

Nous publions une interview de Noël Mamère, député membre du groupe parlementaire d'Europe écologie, qui a démissionné d'EELV en désaccord avec la participation au gouvernement de son ancienne formation. Noël mamère se situe dans une démarche politique qui n'est pas identique à celle du Front de gauche, mais qui incite à multiplier les échanges et les convergences possibles pour faire émerger une alternative à la politique d'austérité.

Pourquoi, selon vous, François Hollande s'est-il engagé dans la mise en œuvre d'une politique centrée sur la compétitivité, la réduction des déficits publics...?

François Hollande a un projet authentiquement social libéral. Social démocrate de formation, il cherche à réformer le capitalisme en l'accompagnant. Mais à l'époque de la mondialisation financière et d'une crise globale, il n'a plus d'autre marge que celle d'appliquer une politique d'austérité et de soumission à l'ordre néolibéral. La politique suivie loin d'être efficace en termes de déficits publics et d'endettement coupe dans les budgets sociaux, casse les services publics et, au total, nous entraîne dans la récession. Sur certains points comme les retraites, elle va plus loin que celle de Sarkozy. Aujourd'hui François Hollande est le majordome des patrons.

Est-il possible qu'il se produise des évolutions au sein des forces de gauche qui pour l'instant soutiennent la politique gouvernementale ?

Des pans entiers d'EELV et du Parti socialiste ne sont pas d'accord avec la politique suivie. Pour autant, il faut se demander quelles sont leurs marges de manœuvre. Sortir de la majorité ? Mais pour quoi faire ? Lorsqu'on voit l'état du Front de gauche et ses affrontements pathétiques à Paris notamment, la question se pose. D'autant que je récuse la théorie des deux gauches. Je pense depuis toujours que le rassemblement des gauches et de l'écologie politique est le levier

qui permet non seulement de l'emporter sur la droite mais de susciter une dynamique capable de transformer toute la gauche. Aujourd'hui, cette perspective apparaît comme une illusion. J'en conviens. C'est pourquoi nous devons plus que jamais favoriser le débat entre toutes les forces qui veulent la transformation sociale et écologique du pays. Cela passe aussi par la convergence des mouvements sociaux et leur dialogue avec la gauche et l'écologie politique. Depuis toujours j'estime qu'il faut avoir les deux pieds dans les institutions et dans les luttes. C'est encore plus vrai au moment où la déconnexion de la classe politique avec la réalité sociale n'a jamais été aussi grande. La destruction méthodique par la dictature du marché et l'économie cannibale de tous les corps intermédiaires, des liens sociaux, de tout ce qui faisait le patrimoine commun des valeurs de gauche laisse la place au chaos social, à l'insécurité culturelle et sociale des classes populaires et favorise le seul parti qui en profite : le Front national. Pour organiser la contre-offensive, les « seules évolutions » pour reprendre vos termes, au sein de toutes les forces de gauche qu'elles soutiennent ou non la politique gouvernementale, c'est de produire un nouveau récit national, fondé sur un nouveau projet de société, écologiste et solidaire, une autre politique de rupture avec l'austérité, une nouvelle offre politique qui ne pourra pas seulement surgir des partis existants. L'écologie, malgré ce qu'elle représente, est à bout de souffle dans le cadre étiqueté des Verts, prisonnier de ses clans qui ne songent qu'à la redistribution des miettes que le PS lui distribue. Le Front de gauche n'arrive pas à sortir de ses querelles, du culte de la personnalité et de la phraséologie de son leader et de ses vieux logiciels, et le PS est dominé par une élite sociale libérale qui a définitivement choisi son camp.



Quels sont les principaux enjeux sur lesquels les forces de gauche qui ne veulent pas renoncer à la transformation sociale et écologique peuvent-ils se retrouver ?

Il y a trois combats essentiels dans la période.

- La lutte pour la défense des acquis sociaux et la conquête de nouveaux droits (retraite, revenu, temps de travail...). C'est certainement sur ce point que la démobilisation est la plus considérable. Le chômage accentue la concurrence entre les salariés. Les batailles perdues, de PSA à Florange, pèsent. Le brouillage idéologique construit par Arnaud Montebourg sur le *made in France* participe de cette atonie du mouvement. La division syndicale aussi. Nous avons perdu une bataille essentielle, celle du TSCG. Les élections européennes, même si la gauche et les écologistes constitueront des listes concurrentes, devraient être l'occasion de reposer la question sociale face à une Europe toujours plus soumise au libre-échange. Si je suis pour

une Europe fédérale, l'Union européenne, telle qu'elle est, démissionne devant la finance et encourage la régression sociale. Une manière de dire notre refus commun de cette dérive serait d'engager à l'échelle européenne dès maintenant une campagne contre le Traité transatlantique qui va aggraver largement la situation de dépendance à l'égard des entreprises transnationales et des États-Unis.

• L'écologie. La bataille de Notre-Dame-des-Landes montre que de nouvelles générations se mobilisent. Gagner contre la volonté de Jean-Marc Ayrault serait un symbole fort, celui d'un nouveau Larzac. Nous devons rester vigilants face à la volonté des lobbies de revenir sur les gaz de schiste. Enfin la bataille du nucléaire doit être relancée. Il n'est pas certain que Fessenheim soit fermée en 2017, contrairement aux engagements pris par le président de la République. Le fait de relancer pour dix ans les centrales nucléaires obsolètes est très grave. Mais sur ce dernier dossier nous devons d'abord continuer la bataille idéologique. Vous avez au sein du Front

de gauche la tâche urgente d'en convaincre les militants communistes comme nous avons celui d'en persuader les militants socialistes.

• La question identitaire : le FN se développe sur ce champ. Le slogan « On est chez nous » résume son positionnement et pose un problème à la gauche. Nous devons oser affronter le FN sur cette question en lui opposant le projet d'une société cosmopolite et métissée assumée. Il faut être inflexible face aux dérives xénophobes, voire racistes dans le camp de la gauche. Du bulldozer de Vitry aux déclarations de Manuel Valls sur les Roms, la gauche est contaminée par ce poison. La République, et ce depuis la Révolution française, a toujours eu deux faces, celle du devoir d'hospitalité et de la fraternité, celle de la république coloniale et de la ségrégation. Sur ce terrain, il est plus facile paradoxalement de mobiliser des forces militantes qui se retrouvent dans un humanisme radical pour l'égalité des droits et la liberté de circulation.

PROPOS RECUEILLIS PAR FRANÇOIS CALARET (GU)

IL Y A 30 ANS, LA MARCHE CONTRE LE RACISME ET POUR L'ÉGALITÉ DES DROITS

Rappelons-nous 1983 !

Nous sommes en été, un été chaud, depuis plus de deux ans l'accélération des violences policières et des crimes racistes dans l'impunité, connaît un nouvel épisode...

En réaction nous assistons à des rodées, des incendies de voitures et des dégradations urbaines !

Toumi Djaidi, le jeune président de l'association SOS Avenir des Minguettes dans la banlieue lyonnaise est blessé par un policier.

Pour enrayer la spirale de la violence, une marche, inspirée de Gandhi et de Martin Luther King est lancée... 100 000 personnes de Bastille à Montparnasse pour dire « *Non au racisme, Oui à l'égalité des droits* ». Toutes origines, toutes nationalités et toutes générations confondues, nous avons crié haut et fort « *Rengainez, on arrive !* », « *Droit de vote aux étrangers* », « *Justice pour Tous* ».

30 ANS APRÈS, OÙ EN SOMMES-NOUS ?

L'histoire bégaye. La question du droit de vote est toujours présente, la justice sociale reste un idéal, loin de la réalité.

Les quartiers populaires sont dans tous les discours, mais seulement dans les discours... Pour eux, rien n'a changé ! Sur fond de chômage, de crise du logement, d'échec scolaire, les discriminations s'amplifient, les exclusions sont quotidiennes, le racisme bat son plein. Hier jeunes immigrés, puis enfants d'immigrés, seconde génération, aujourd'hui Arabes, noirs, Roms, musulmans, islamistes dans le regard de l'autre ! Les violences policières et le racisme continuent, assassinent non seulement nos fils et nos frères, mais aussi nos pères. L'âge n'est plus respecté : Ali Ziri, 69 ans, est mort des suites de violences policières à Argenteuil.

On crée des peurs, on stigmatise toutes celles et tous ceux qui osent vivre leurs différences, on monte les pauvres contre les pauvres...

L'accès aux valeurs républicaines de Liberté et Égalité n'a jamais été autant d'actualité. Les combats d'hier restent ceux d'aujourd'hui.

Tous ensemble le 7 décembre

Être ensemble le 7 décembre dans les rues de Paris, pour commémorer une

marche qui reste un symbole fort dans notre combat. C'est un devoir de mémoire, ce mouvement qui appartient à l'*« histoire de France »*. C'est rappeler que nous sommes une richesse de ce pays, comme nos parents hier l'ont construit et défendu.

Être ensemble le 7 décembre, c'est dénoncer l'incapacité des pouvoirs publics de nous traiter en citoyennes et citoyens à part entière, et condamner l'échec des politiques publiques dans la lutte contre les exclusions et le racisme.

Être ensemble le 7 décembre, c'est dire que le combat pour l'égalité est le combat de tous les citoyens et citoyennes qui refusent de se résigner devant les discriminations. Permettre à nos enfants de vivre dans un pays où l'égalité des droits deviendra réalité, quelles que soient nos différences, afin de construire ensemble un avenir de justice, de paix et de dignité !

Soyons nombreux le 7 décembre à Paris pour crier ensemble notre exigence de Justice.

ALIMA BOUMEDIENE THIERY (FASE)

SANS-PAPIERS, RROMS... VALLS DÉGAGE!

Alors que Valls mène en matière d'expulsions de jeunes étrangers, une politique en droite ligne de celle de Horteux et Guéant, les jeunes ont montré une fois de plus, leur capacité à se mobiliser.

Le 9 octobre dernier avait lieu l'expulsion de Leonarda Dibrani, collégienne kosovare scolarisée dans le Doubs et arrêtée par la police pendant une sortie scolaire. Quelques jours plus tard, le 12 octobre, c'est Khatchik Khachatryan, lycéen poursuivant ses études au lycée Camille-Jenatzy à Paris, qui était expulsé vers l'Arménie.

Très rapidement, des lycéenNES, étudiantEs ou personnels de l'éducation se sont mobiliséEs pour exiger le retour de leurs camarades. Ainsi, 300 jeunes environ étaient rassembléEs mercredi 16 octobre devant le rectorat de Paris avec banderoles, slogans et pancartes qui laissaient lire ou entendre, entre autres : « *Khatchik reviens, Valls dégage !* », « *L'éducation, pas des prisons* », « *Première, deuxième, troisième génération, nous sommes tous des enfants d'immigrés* ».

À la suite de ce rassemblement, plusieurs organisations syndicales de jeunesse ont appelé les lycéenNES à bloquer leur lycée dès le lendemain et à participer à une manifestation contre les expulsions. Cet appel a été largement suivi puisqu'une vingtaine de lycées parisiens étaient bloqués jeudi 17 et vendredi 18 octobre, alors que plusieurs milliers de lycéenNES défilaient à Paris de Nation à Saint-Augustin. Beaucoup prenaient part à leur première manifestation, dans une ambiance spontanée et joyeuse. Une nouvelle journée d'action est d'ores et déjà prévue pour le lundi 4 novembre, jour de la rentrée scolaire.

Cette mobilisation lycéenne inattendue a permis de médiatiser les deux affaires, qui clivent jusqu'au sein du gouvernement Hollande. Cependant, le débat tel qu'il a été orchestré dans les grands médias a opposé deux positions purement formelles et superficielles : la première, celle de la droite, du « *respect de la loi* » et de la « *fermeté* » ; la deuxième, critique vis-à-vis de l'expulsion, mais pour la seule raison qu'elle s'est déroulée sur le temps scolaire. Il faudrait alors « *sanctuariser l'école* ». Si le fait que



Photothèque Rouge/JMB

Leonarda ait été arrêtée devant ses camarades de classe ajoute à l'horreur de cette expulsion, le fond du problème n'est pas de savoir à quelle heure du jour ou de la nuit elle a été expulsée, ni le lieu ni même si la police a agi avec « *discernement* » ou non. Comme si l'interroger chez elle plutôt qu'à l'école était plus humain ! Selon le rapport de l'enquête administrative, « *l'expulsion est justifiée en droit* ». Eh bien le droit est injuste et doit changer : l'égalité veut d'autres lois. Alors que l'extrême droite progresse et impose son idéologie raciste et xénophobe, que les Rroms servent de boucs émissaires aux responsables de la crise, nous devons revendiquer plus que jamais l'arrêt des expulsions et la régularisation de tous les étudiantEs et travailleurEs sans-papiers.

La jeunesse, un secteur clé

En cette période d'atonie sociale où les défaites s'enchaînent et où les salariéEs croient de moins en moins que l'action collective permet d'améliorer leur situation, la jeunesse constitue un secteur clé pour les luttes à venir. Comme on le voit, sa capacité à se mobiliser est importante, notamment

sur les questions d'antiracisme. Toutefois, les jeunes sont pour une écrasante majorité réticents à s'organiser politiquement ou syndicalement, ce qui condamne leurs luttes à rester partielles, et isolées les unes des autres. Or nous nous battons pour le retour de Khatchik, Leonarda et leur familles, mais aussi pour l'ensemble des sans-papiers qui tombent sous le coup des lois racistes : c'est le rôle d'une organisation politique d'arriver à généraliser à partir d'un cas particulier, de faire d'une revendication humaniste une revendication politique. Pour que leurs luttes soient victorieuses, il nous faut convaincre les lycéen-ne-NEs, les étudiantEs, les jeunes travailleurs que le Front de gauche peut être un outil politique à leur disposition. Nous devons nous donner les moyens d'être à leurs côtés, non pas pour diriger leurs combats ou par visée électoraliste mais pour leur permettre d'éditer du matériel militant, d'élever leur niveau de conscience politique, de s'auto-organiser.

GABRIEL (GAUCHE ANTICAPITALISTE)

ÉLECTIONS EN ALLEMAGNE La «discipline budgétaire» ne changera pas...

Nous reproduisons un article de Peter Wahl, chercheur à l'institut politique Weed et membre du Conseil scientifique d'Attac Allemagne, publié sur le site d'Attac France.

Malgré la victoire de Merkel (42 %, augmentation de 8 %), il y a mathématiquement une majorité de gauche, qui pourtant ne se transforme pas en majorité réelle, parce que le SPD (parti social-démocrate) est contre la coopération avec Die Linke. La victoire de Merkel n'a pas changé les rapports de force entre les deux camps dans la société puisque son parti le CDU a cannibalisé le parti libéral, FDP. Avec l'écroulement du FDP, Merkel a perdu son partenaire «naturel» au gouvernement.

La disparition du FDP du Bundestag indique, que le fondamentalisme de marché est marginalisé dans la société. Le nouveau parti AfD (Alternative pour l'Allemagne) n'a pas franchi les 5 %. Néanmoins ses 4,7 % sont un grand succès étant donné qu'il n'existe que depuis quelques mois. Son programme est la sorti de l'euro ou sa dissolution. Sa direction se recrute avant tout chez les professeurs d'économie libéraux et conservateurs, souvent issus du CDU et du FDP. Ses votes proviennent à 450 000 du FDP, 360 000 de Die Linke, et 300 000 du CDU. Les 360 000 votes venant de Die Linke représentent un vote de protestation, et traduisent l'opacité de la position de la gauche dans la crise de l'euro. Pour l'instant l'AfD n'est pas comparable au FN en France ou d'autres partis de ce genre. Il est plus modéré et notamment contre le racisme et la xénophobie. Il se dit «pro-européen». Le parti participera aux élections européennes et a de grandes chances d'entrer au Parlement européen.

Les votes de Merkel reposent selon les analyses des instituts de sondage à 40 % sur sa personnalité. Son image est d'être simple, «comme vous et moi», pragmatique («non-idéologique») et ouvert à des changements progressistes (sortie du nucléaire, mariage gay), pas agressif contre l'adversaire politique etc. Il incarne, pour ainsi dire, la «grande coalition» et le désir d'harmonie, souhaités par une majorité des Allemands. Politiquement Merkel a l'image d'avoir protégé le pays contre la crise et les pressions à «gaspiller notre argent»

pour les «vauriens méditerranéens». Les gens qui ont voté pour elle ne sont pas touchés par la crise, mais en ont peur. Le rôle dominant de Merkel cache une crise profonde de la CDU où il y a des tensions fortes entre les conservateurs (dont quelques-uns se sont dirigés vers l'AfD), qui critiquent Merkel d'être trop social-démocrate, d'un côté, et les «modernisateurs», de l'autre.

Le SPD a gagné légèrement, mais leur résultat est toujours le deuxième plus mauvais depuis l'existence de la République fédérale. Ils sont toujours marqués par la période Schröder et l'incapacité de se distancier clairement des réformes néolibérales de l'époque. C'est pourquoi Steinbrück a souffert d'un grand manque de crédibilité.

Die Linke est maintenant le troisième parti et légèrement devant les Verts. Mais c'est plutôt le résultat de la faiblesse de Verts et de l'écroulement du FDP, que de la force propre de Die Linke. Par rapport aux résultats de 2009, Die Linke a perdu 3 %. Mais comparé avec la crise du parti, il y a un an, où quelques sondages lui donnaient moins de 5 %, cela signifie un consolidation. Cette consolidation se manifeste aussi à l'Ouest où le parti est au-dessus des 5 %. Le risque de devenir un parti régional à l'Est est donc considérablement réduit. Au sein de Die Linke les rapports de force entre les «modérés» (avant tout de l'Est) et les «radicaux» (de l'Ouest) vont pourtant changer en faveur des «modérés». Il y a plusieurs raisons:

d'abord le rôle important de Gregor Gysi (qui vient de l'Est et représente les «modérés») dans la campagne et l'absence d'Oskar Lafontaine, mais aussi la pression énorme qui vient du fait que le SPD n'a pas de perspective d'obtenir le poste de chancelier sans Die Linke dans quatre ans. La transformation de la majorité mathématique en majorité réelle est à l'ordre du jour des deux côtés.

Les Verts sont parmi les grands perdants, d'autant plus que dans les sondages d'il y a un an, ils étaient avec «l'effet Fukushima» autour de 20%. Les raisons principales sont un programme considéré

trop de gauche (avec augmentation de taxes pour les riches) qui les a réduits au noyau dur de leur clientèle, la sortie du nucléaire par Merkel qui a rendu un peu superflu les Verts et l'utilisation démagogique de problèmes avec la pédophilie au sein du parti, il y a 25 ans, par quelques médias et la droite du CDU. Le résultat va renforcer le courant des «réalos» («réalistes» et «écolos») et favoriser un glissement des Verts vers la droite.

Pour la composition du gouvernement, il y a deux options réalistes pour Merkel: une grande coalition avec le SPD et une coalition avec les Verts. Il est trop tôt pour faire un pronostic. La résistance contre une participation au gouvernement au sein du SPD est très grande, à cause de la crainte d'en sortir affaibli, comme ce fut le cas en 2009. Il y aura donc un phase de négociations compliquées avec des jeux tactiques de tous genres entre CDU, SPD et Verts.

Indépendamment de la coalition qui sera en place dans quelques semaines les élections ne conduiront pas à un changement substantiel. Un léger glissement vers des positions un peu plus en faveur de l'égalité (salaire minimum etc.) est probable. Également sur le terrain des migrations, du contrôle d'internet (NSA et autres), des minorités sexuelles etc. il y aura peut-être un peu plus de libéralités. La gestion de la crise européenne et la politique de «discipline budgétaire», elles, ne changeront pas...



Photothèque Rouge/Marc

Au Front de gauche, l'unité est notre oxygène*

Certains commentateurs médiatiques voudraient imposer un triste décor pour cette rentrée politique et sociale : une mobilisation contre la réforme des retraites déjà enterrée avant même que le débat ait commencé à l'Assemblée, un gouvernement habile à imposer sans heurts des politiques d'austérité et des réformes libérales, tandis que le Front National serait la seule force montante et dynamique à tirer profit de la situation...

C'est oublier que le surgissement de l'imprévu est la seule chose fiable. Prenons la mesure de la rupture en cours : François Hollande, élu pour chasser Sarkozy, s'assume maintenant comme le « président des entreprises ». Ses ministres sont aux petits soins, avec indécence, pour les patrons. Le gouvernement Ayrault est le premier gouvernement de gauche à augmenter la durée de cotisation pour avoir droit à une retraite, à la suite de Balladur et Fillon, et il ose augmenter l'impôt le plus injuste qu'est la TVA alors que, comme les récents travaux de Thomas Piketty le démontrent avec force, les riches n'ont jamais été aussi riches. Une telle situation ne peut rester sans provoquer des chocs et des retours de bâtons ! Aucune avancée réelle dans le domaine de l'énergie. Les

mesurettes avancées par François Hollande restent largement symboliques, et ni l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes ni le nucléaire ne sont remis en cause.

Les politiques de division, agitées autant par la droite, l'extrême droite que par un Manuel Valls, stigmatisent les étrangers, les Roms, les musulmans... et s'appuient sur la violence sociale, la résignation et le repli sur soi. Mais les capacités de résistance du monde du travail et de la jeunesse restent entières. Les aspirations à une société plus juste, plus égalitaire, plus démocratique sont un moteur

puissant de nombreuses résistances qui se mènent au jour le jour dans les entreprises, les quartiers, les écoles, les universités.

Dans cette situation, le Front de gauche ne peut pas rester l'arme au pied, passif, à remuer ses divisions. Il est la deuxième force à gauche dans le pays, une force nouvelle, capable de mobiliser dans la rue et dans les urnes des centaines de milliers d'hommes et de femmes. Les manifestations du 30 septembre et du 5 mai, qui à chaque fois nous ont surpris par leur ampleur, ont démontré que les énergies sont disponibles à gauche. Le Forum du 16 juin pour une alternative à l'austérité a permis de nouer un dialogue avec des forces politiques, sociales, syndicales, écologistes, qui doit se traduire par des initiatives concrètes, populaires, notamment pour refuser



cours entre nos composantes et dans les Assemblées citoyennes du Front de gauche.

L'enjeu des élections municipales est de construire des majorités au service des populations, des majorités qui refusent l'austérité et la logique sociale libérale. Pour cela, nous voulons défendre une alternative à la politique d'austérité du gouvernement et de sa majorité, porter des propositions sociales, écologiques, démocratiques au service de la population, rassembler les forces opposées à la politique qu'il mène, faire barrage à la droite et à l'extrême-droite et combattre l'abstention. Nous pensons que partout où c'est possible, et en particulier dans les grandes villes, comme à Paris, Lyon, Toulouse, Marseille... il faut travailler la construction de listes ouvertes à l'initiative du Front de

gauche, en lien avec les initiatives populaires et citoyennes, pour le premier tour des élections municipales, listes ouvertes aux acteurs du mouvement social et aux forces qui se reconnaissent dans cette démarche, dans le but de changer les rapports de force à gauche. L'existence de telles listes initiées par le Front de gauche est un enjeu majeur pour donner

l'austérité brutale que le gouvernement Ayrault veut imposer dans le cadre du budget 2014. C'est le chemin pour faire émerger dans le pays une véritable alternative de gauche à ce gouvernement.

Nous faisons le pari que les échéances politiques de 2014 peuvent être une nouvelle étape de la progression du Front de gauche. Contester l'hégémonie du social libéralisme reste plus que jamais une nécessité. Aux élections européennes, le Front de gauche, cinq ans après sa création, mesurera le chemin parcouru. Pour les municipales, des discussions sont en

à celui-ci une visibilité nationale à l'occasion de la première échéance électorale depuis l'arrivée au pouvoir de François Hollande et pour porter des propositions à gauche contre l'austérité et au service des populations. Dans une situation où l'exaspération et la colère ne cessent de croître, le Front de gauche est un outil incontournable pour proposer une perspective d'espoir et combattre le risque d'abstention.

Nous savons que les situations sont très différentes suivant la taille des communes et les situations politiques locales. Toutefois, quand les conditions peuvent être réunies pour construire un

accord, sur les principaux axes d'une vraie politique de gauche, solidaire, démocratique, écologique dans les communes, un refus de se soumettre aux logiques d'austérité, une indépendance vis-à-vis de la politique du gouvernement, il est possible de proposer à des sections locales du Parti socialiste, d'Europe Écologie, du NPA... de constituer des listes communes. Cela est décisif notamment pour reconduire les municipalités dirigées par le Front de Gauche, comme dans les situations où le FN risque de conquérir des municipalités. Il est nécessaire que la construction des programmes et la dynamique des campagnes de ces listes fassent de la

politique l'affaire de toutes et tous.

À l'échelle nationale, et dans la durée, nous avons la responsabilité de surmonter une situation complexe en donnant un nouvel élan au Front de gauche. Il doit être, à travers tous les espaces qu'il a créés – les assemblées citoyennes, les fronts thématiques, le conseil national... – un véritable instrument d'intervention populaire et d'innovation politique.

Construire et rassembler le Front de gauche pour lui permettre de déployer une dynamique populaire n'a jamais été facile. Nous savons depuis cinq ans que l'unité de nos forces est in-

contournable. C'est notre oxygène. Alors prenons une grande bouffée, et passons à l'action !

CLÉMENTINE AUTAIN

(**FÉDÉRATION POUR UNE ALTERNATIVE SOCIALE ET ÉCOLOGIQUE**)

JEAN JACQUES BOISLAROUSSIE

(**LES ALTERNATIFS**)

FRANÇOIS CALARET

(**GAUCHE UNITAIRE**)

INGRID HAYES

(**GAUCHE ANTICAPITALISTE**)

STÉPHANIE TREILLET

(**CONVERGENCES ET ALTERNATIVE**)

* Tribune parue sur le site de Mediapart

FRONT DE GAUCHE SE RASSEMBLER ET TROUVER UN NOUVEL ÉLAN

Le Front de gauche connaît aujourd'hui une situation difficile. Des situations de divisions existent dans plusieurs villes sur la question des élections municipales. Des interrogations se font jour sur la situation et la pérennité du Front de gauche. Pour autant il ne peut être question aujourd'hui de rester passif et de laisser le doute s'installer. Cela suppose de maîtriser collectivement, au sein du Front de gauche, les débats qui nous traversent. Quand des désaccords se produisent, il faut les mettre à leur juste place et ne pas faire en sorte que cette question paralyse l'ensemble du Front de gauche.

Aujourd'hui, des dizaines de listes du Front de gauche se construisent et représenteront une réalité politique nouvelle en mars 2014. Dans de nombreuses villes, comme à Rennes ou Grenoble, un élargissement avec des sections d'Europe Écologie est en construction. Dans d'autres, l'élargissement se réalise avec des groupes socialistes ou du NPA. Enfin dans certains endroits, les formations du Front de gauche se retrouvent divisées et pourraient faire des choix différents. Dans ce cas, personne ne veut rester passif et chacun cherchera logiquement à mettre en œuvre son orientation. Malgré cela, le Front de gauche est, et doit rester uni sur la politique alternative qu'il défend face à celle du gouvernement. Quelle que soit la configuration globale, il est essentiel de préserver l'outil que constitue le Front de gauche aujourd'hui. Il faut mettre de côté toute idée qu'un « autre Front de gauche » pourrait émerger sur la base de situations de division de nos forces. Nous devons garder la conviction que ce qui nous rassemble est plus important que ce qui nous divise. Nous sommes unis sur un programme, « l'Humain d'abord ». Nous sommes unis pour défendre une autre Europe

s'émancipant des Traités européens, et nous aurons l'occasion de faire progresser cette perspective lors des prochaines élections européennes, et avec d'autres rassemblements du même type que le nôtre sur le continent. Nous sommes unis sur la nécessité de travailler à rassembler une autre majorité avec d'autres forces de gauche pour gouverner avec une politique alternative à celle du gouvernement actuel. Nous sommes unis sur l'idée que sans le rassemblement d'une majorité alternative à gauche, ce sont les forces réactionnaires et le Front national qui profiteront de la situation. Aucune de ces perspectives ne peut se concrétiser sans un Front de gauche rassemblé.

Quelles que soient ses limites et les difficultés qu'il rencontre, il est décisif de préserver le Front de gauche, de le développer et de le dynamiser... Pour cela, nous ne pouvons pas attendre que la séquence des élections municipales et européennes se passe pour mettre en mouvement le Front de gauche. Cela veut dire donner un nouveau souffle aux différents espaces du Front de gauche, aux Assemblées citoyennes autour d'exigences de développement de l'égalité et de défense des libertés comme de celles qui rejettent les régressions sociales. Au sein de l'organisation actuelle de Front de gauche, il faut agir pour donner toute leur place aux Fronts thématiques et au conseil national, pour faire enfin entendre davantage d'idées nouvelles, engager des campagnes publiques sur des exigences simples et immédiates qui démontrent qu'une alternative à gauche existe dans le pays et que nous sommes déterminés à la faire vivre.

FRANÇOIS CALARET, GAUCHE UNITAIRE

Pour construire un mouvement politique commun, participez aux assises des 23 et 24 novembre prochains !

Plusieurs composantes parties prenantes du **Front de gauche**, les Alternatifs, Convergences & Alternative, La Fédération pour une Alternative sociale et écologique dont l'Association des Communistes unitaires, la Gauche anticapitaliste, des militantEs de la Gauche unitaire, des animateurs et des animatrices de

l'initiative « Tous ensemble », des militantEs syndicalistes et associatifs ont engagé depuis plusieurs mois un rapprochement pour rassembler leurs forces et constituer une organisation commune. **Les Assises des 23 et 24 novembre prochains**, à la Bourse du travail de Saint-Denis marqueront **une étape importante dans**

ce processus. Les organisations parties prenantes et toutes les personnes impliquées dans cette démarche constitueront **un mouvement politique commun**, qui se dotera d'un nom et d'un mode de fonctionnement. Ce sera l'occasion de débattre et de **définir des perspectives communes** sur la situation politique et les prochaines échéances électorales, pour le **développement du Front de gauche et la construction des mobilisations sociales, écologiques, féministes qui sont plus que jamais nécessaires**. Ce processus de convergence est engagé à l'échelle locale comme à l'échelle nationale. **Chacun peut en être partie prenante et contribuer à amplifier la dynamique !**



www.gauche-anticapitaliste.org



communistes unitaires
www.communistesunitaires.net

**convergences
et alternative**

COURANT UNITAIRE ANTICAPITALISTE
<http://convergencesetalternative.blogspot.fr>



www.alternatifs.org



gauche-unitaire.fr